

Un Parti qui agit et réfléchit collectivement en vue d'une transformation révolutionnaire

Appel aux communistes pour préparer le 40e Congrès du Parti communiste français

Février 2026

Contribution collective

Jean-Pierre Basset (26) - Sandra Blaise (88) - Frédéric Boccara (92) -
Nadia Boyer (84) - Gisèle Cailloux (92) - Jean-Louis Cailloux (92) -
Julien Cantegreil (65) - Jean-Louis Corvaisier (37) - Jean Chambon (69) -
Alain Dallest (13) - Viviane Debarges (26) - Thalia Denape (75) - Thierry
Doulaud (91) - Jonathan Dubrulle (75) - Denis Durand (75) - Jean-Louis
Durand (86) - Jean-Marc Durand (26) - Claude Fainzang (75) - Pascal
Gabay (75) - Stéphanie Gwizdak (92) - Paul Huttl (83) - Nicole Grenier
Merico (26) - Jean-Paul Krief (07) - William Mathevet (83) - Maryse
Montangon (33) - Aurélien Quintana (18) – Frédéric Rauch (47) - Evelyne
Ternant (25) - Evelyne Van Der Heym (93)

Comme nous l'avions écrit dans notre texte du 39e Congrès : « L'humanité est à un tournant de son histoire ».

Presque trois ans après l'écriture et la validation de ces mots par les communistes, nous assistons petit à petit à ce qui avait été anticipé. De nouvelles étapes ont été franchies dans l'escalade des discours guerriers et de la reconfiguration du monde au service du capital. La crise systémique s'approfondit en France comme dans le monde. En résulte une stratégie de plus en plus décomplexée de la part du capital pour redresser les taux de profit, stratégie qui se traduit par de farouches attaques contre les salaires, les emplois, les services publics, la protection sociale ou encore contre la préservation de notre environnement. A cette fin, le capital utilise aussi la révolution informationnelle et tente de remodeler profondément l'organisation du monde.

Dans les institutions se concrétisent les grandes alliances de la droite à l'extrême droite pour mettre en application le projet réactionnaire. La propagande de la classe dominante parvient maintenant à faire admettre des propositions régressives comme l'augmentation du temps de travail et la baisse des salaires, et fait apparaître comme ridicules et « utopiques » les idées progressistes. La désindustrialisation et la casse de notre agriculture s'accroissent partout en France, de même que la dépendance aux services informationnels états-unis. La concurrence exacerbée entre les forces du capital pousse les États qui les soutiennent à une confrontation économique de plus en plus rude, avec des effets de domination renforcés par des accords de plus en plus inégaux et une soumission de l'Europe à l'impérialisme états-unien qui écrasent le monde grâce à l'hégémonie du dollar, sa technologie et sa puissance militaire n'hésitant pas à bafouer la souveraineté des peuples et les principes du droit international, comme en témoigne l'acte de guerre contre le Vénézuéla et le kidnapping du président Maduro. L'ensemble des travailleur.se.s, dans leur diversité, tant dans le public que dans le privé s'épuisent à au travail dont ils partagent de moins en moins le sens et subissent la hausse des coûts de la vie. Une partie croissante de la population essaie de survivre, dans la pauvreté, à l'absence d'emploi ou au mal emploi. Ce système est à bout de souffle. Il combine inefficacité économique, injustices profondes et impasse écologique.

Rarement la tentation n'a été aussi forte, dans le camp du capital, d'asseoir l'extrême-droite au pouvoir pour briser les reins de toute résistance aux exigences des multinationales et des marchés financiers. Dans le même temps, rarement le camp de la démocratie et du progrès n'a paru aussi impuissant à endiguer cette menace. Un mouvement venu des profondeurs de notre peuple a réussi, aux élections législatives de 2024, à barrer la route du pouvoir au Rassemblement National grâce à la constitution du Nouveau Front populaire. Mais aujourd'hui, le danger se fait encore plus pressant, particulièrement en raison du refus par E. Macron de tenir compte de ce message des électeurs en faveur de la gauche.

Là où, depuis 1945, l'affrontement de classe entre forces du capital et du conservatisme, d'une part, et, d'autre part, élan émancipateur héritier des Lumières et du mouvement ouvrier donnaient leur sens aux affrontements politiques, ce sont aujourd'hui des régressions nationalistes, ou des fondamentalismes religieux profondément obscurantistes, qui mobilisent les populations, au Sud comme dans les pays capitalistes les plus riches.

L'avenir du monde et de notre pays nous inquiète profondément. Dans ce tumulte, le Parti communiste français a-t-il tenu son rôle historique d'être force de propositions révolutionnaires, c'est-à-dire radicales dans la transformation du fonctionnement économique, social, environnemental de nos systèmes de

production et de consommation ? A-t-il travaillé collectivement pour porter le débat, par un discours d'émancipation cohérent, sur d'autres modes d'organisation que la course à l'élévation du taux de profit ? A-t-il proposé un chemin vers le but d'une société sans classe qui serait vraiment juste et efficace ?

Les 38e et 39e Congrès ont permis un certain nombre d'avancées, notamment la réaffirmation du Parti communiste, sa visibilité. Néanmoins, les idées communistes du 21^{ème} siècle ne doivent pas exister uniquement à travers nos textes. En effet, si le PCF est mieux identifié en tant qu'organisation politique, il nous faut parvenir à ce que les idées communistes imprègnent réellement la société et nourrissent l'intervention populaire.

Pour cela, il nous faut oser un diagnostic critique. A titre d'exemple, la Sécurité d'Emploi ou de Formation, proposition centrale pour le dépassement du marché du travail, a été l'angle mort d'une campagne prévue sur l'emploi et sur notre projet communiste en lien avec les luttes, devenue une campagne affirmant simplement le besoin d'industrie et de services publics. Ne faisant pas valoir la spécificité du projet communiste, elle n'a pas pris. Les différents échecs aux élections, la perte de villes communistes et d'élus communistes de manière générale, la difficulté à agir dans la négociation avec nos partenaires à gauche, partis et syndicats, sont autant de signes qui alertent sur l'affaiblissement de notre influence. Cet affaiblissement ne sera pas jugulé par un jeu d'alliances au rabais à but électoraliste, ni par l'opportunisme et l'édulcoration permanente de nos orientations de congrès.

Tel a été le cas de la campagne des Européennes, restée polarisée sur la « souveraineté de la France », réduite à l'Etat. Il s'agit d'une rupture par rapport à nos choix de congrès pour une construction européenne porteuse des intérêts communs des peuples européens face aux défis sociaux et climatiques. La proposition concrète d'un « Fonds européen de développement des services publics » financé par la BCE, pourtant inscrite dans les textes du 39e congrès et de notre « Conférence européenne » n'a pas été portée médiatiquement, tout comme nos propositions sur l'OMC et le FMI pour résister à l'hégémonie états-unienne aux côtés du Sud global. Plus que jamais, les principes de coopération et les valeurs internationalistes doivent fonder nos engagements.

Ce décalage entre l'écrit et la parole officielle, entre les résultats attendus et les moyens mis en œuvre interroge directement notre analyse du réel, notre stratégie politique et nos gestes d'organisation. Par lucidité, nous sommes aujourd'hui inquiet.es pour le devenir de notre Parti. Nous redoutons la perte de sa force, de son influence, l'effacement de ses idées, de sa capacité de mobilisation. Nous craignons la démobilisation des militants et adhérents communistes dans les instances du Parti, alors même qu'il y a une urgence à ce qu'adviennent les conditions d'un dépassement du capitalisme. C'est la raison d'exister du Parti communiste et il en va également du devenir de la France et du monde.

Notre démarche, par l'écriture, la signature et la diffusion de ce texte se veut constructive, dans le prolongement des 38e et 39e Congrès. Elle vise à ce que le congrès débouche sur un texte à la hauteur des nécessités et sur des changements dans notre pratique politique.

Outre la volonté d'être utile, et de ne pas sombrer dans la critique stérile, le présent texte n'a pas peur de la franchise. Il s'agit d'une alerte : il faut préparer, dès maintenant, la nécessité d'un 40e Congrès réellement utile, qui permette de redonner force au projet communiste, tout en donnant pleinement une capacité d'action pour le changement aux communistes engagés dans notre parti.

Nous souhaitons que le Parti communiste français retrouve le chemin d'un discours cohérent et révolutionnaire qui fait sa force, dont la France a urgemment besoin, et justifier ainsi son utilité émancipatrice au service de tous ceux et de toutes celles qui souffrent du capitalisme ou des autres dominations sociales.

Pour cela des efforts, voire de réelles réorientations, doivent être opérés.

1- Créer les conditions démocratiques nécessaires pour la visée émancipatrice, par l'alliance des luttes et des idées

En premier lieu, il est de la responsabilité d'un Parti communiste de créer les conditions démocratiques d'une culture théorique alimentée par la pratique militante et l'expérience des communistes à tous les niveaux du Parti. Il est impossible de saisir la complexité du réel sans mener un travail intellectuel exigeant. Ce dernier doit demeurer le soubassement de nos combats politiques, pour que ces derniers soient animés par la nécessaire capacité à rassembler, sans rien perdre de notre ambition révolutionnaire. Ceci renforcerait l'objectif émancipateur et l'efficacité de notre organisation politique.

La bataille des idées est donc essentielle pour l'impulsion de mobilisations qui aident aux avancées politiques progressistes. Le rapport du Parti communiste français aux luttes ne peut pas s'en tenir au soutien, aussi nécessaire et utile soit-il. Il faut alimenter les mobilisations d'analyses et de propositions politiques structurelles, qui apportent une réponse crédible aux revendications et, en même temps, ouvrent une perspective sur un changement de société. Faute de quoi on laisse le champ libre aux récupérations politiques, y compris par l'adversaire de classe qu'est le Rassemblement national.

Il ne nous a pas échappé que la bataille idéologique des forces réactionnaires sur le communisme est impitoyable. Nous devons l'assumer car loin d'être la dictature, le communisme est à la fois but et moyen d'une démocratie pleine et entière. Il faut rehausser ouvertement cet aboutissement, ainsi que la période transitoire d'un socialisme autogestionnaire, inédit, qui la précèdera, afin de donner de la perspective aux luttes pour les urgences.

2- Construire avec le travail des commissions nationales

Les commissions nationales sont précieuses. Elles contribuent à fédérer des communistes de tous horizons autour d'une thématique commune alimentée par l'expertise militante. On y confronte des compréhensions plurielles du réel aux meilleurs outils d'analyse possibles au moyen d'une réflexion collective, à partir d'un socle théorique commun que l'on développe. Une commission se caractérise également par un raisonnement à plusieurs échelles, passant du local au global, en vue d'outiller des militants évoluant dans des contextes locaux pluriels à faire le lien entre ce qui se passe chez eux et les réalités d'ailleurs.

Les instances de direction à tous les niveaux doivent s'approprier davantage le travail des commissions. Trop souvent ce travail se perd. Dans le même temps, cette production se diffuse trop peu dans les fédérations. Leur mise en débat public fait pourtant partie intégrante de la construction politique majoritaire pour laquelle nous agissons. Il convient de traiter autrement l'articulation entre le travail intellectuel produit par les commissions avec la forme et le fond de nos campagnes nationales. La dictature de l'instantanéité a certainement contribué à faire passer l'exercice communicationnel devant la réflexion de fond.

Le PCF doit notamment s'appuyer sur ses revues et bulletins de commission qui constituent un moyen de toucher tout adhérent. Elles doivent être renforcées et promues, y compris en dehors de nos rangs. Il en est de même pour le secteur Formation qui, outre la formation des communistes, peut permettre à des sympathisants de rejoindre nos rangs, à l'image de l'ouverture de notre Université d'été ou de certains stages de base fédéraux à des non-adhérents. L'enjeu se situe autant à l'échelon de la formation initiale des communistes que de leur formation continue, afin d'utiliser les bons outils théoriques pour analyser un monde réel en perpétuel mouvement, bien que doté d'invariants qu'il convient de repérer et de lire au regard des enjeux de notre temps.

3- Faire évoluer nos instances de direction dans une perspective plus collective et transparente

Ces différentes limites invitent à faire évoluer nos instances de direction dans une perspective plus collective et transparente. Les circuits nationaux de validation politique ne sont pas clairs, notamment le processus qui vise à traduire les orientations du PCF (orientations de congrès, production des commission) en parole et actes du Parti communiste français à tous les niveaux.

Le Comité exécutif national et le Conseil national, pièces maîtresses de la démocratie interne du PCF, sont trop souvent réduites à un rôle d'enregistrement, au détriment des temps de débat et de décision.

Le CEN doit systématiquement s'assurer que les décisions prises en CN, en conférence nationale, en congrès soient respectées et restent fidèles à leur visée initiale. Il doit jouer pleinement son rôle d'exécution effective d'orientations fixées collectivement afin de ne pas décourager l'action militante. Toutefois, avec ses quarante membres, ses réunions espacées, le CEN, tel qu'il est conçu actuellement, ne peut pas assumer ses fonctions de direction effective. Il est clair que des pratiques informelles de validation et de décision ont été prises par nécessité pour assurer l'activité politique quotidienne de direction. Cela ne correspond pas aux conditions de transparence et de légitimité démocratique. C'est pourquoi il conviendrait de gagner en transparence, en légitimité et en responsabilité politique avec la création d'une instance restreinte, telle un secrétariat, à parité, désignée par l'exécutif le CEN ou le CN pour garantir la collégialité de la prise de décision au sommet et préserver notre parti du présidentialisme qui caractérise l'ensemble du système politique français.

Pour ce qui concerne le CN, la durée des échanges s'est considérablement réduite et ne se déroule plus que sur une journée. Il conviendrait de revenir au format initial où les CN se déroulaient sur un jour et demi. Cette durée, plus adaptée, pourrait être l'occasion de tenir systématiquement un débat thématique d'une demi-journée. Ce dernier, proposé et animé par une commission nationale, appellerait à la discussion collective en lien avec une visée d'action, à l'amendement éventuel puis au vote de l'ensemble de la direction. De tels débats contribueraient à lutter contre la désaffection qui touche bien des membres du CN. Ce sentiment de ne pas être toujours utile contribue à expliquer l'absentéisme à nos conseils nationaux. Combien de résolutions ont en effet été adoptées par moins de cent dirigeants alors que le CN en compte le double ? Et surtout, quel débouché pratique de celles-ci ?

De manière générale, les effectifs du CEN et du CN ne sont peut-être pas adaptés et ne doivent en aucun lieu être déterminés par des arbitrages opportunistes, au risque d'un gonflement déraisonnable du nombre de dirigeants nationaux au regard des effectifs d'adhérents. Il conviendrait certainement de réduire les effectifs du CEN et du CN et de fonder leur composition sur la diversité des secteurs d'expertise et l'implication militante en veillant à ce que les diverses sensibilités soient intégrées. Le CN ne peut se limiter à être une représentation des fédérations. Il doit être tenu compte dans sa composition de la bataille des idées à mener et de la nécessité de renforcer l'action des communistes sur le terrain, pour sortir d'un certain attentisme et de la dépendance médiatique.

*

**

Sur cette base, nous, signataires de cet appel aux communistes, réaffirmons notre attachement aux avancées des 38^e et 39^e Congrès et souhaitons plus que jamais faire vivre ces orientations. Nous éprouvons l'immense besoin d'un 40^e Congrès où les choses sont dites en toute franchise. Tel est l'esprit de cette critique constructive destinée à faire progresser notre organisation pour agir et réfléchir collectivement en vue d'une véritable et nécessaire transformation révolutionnaire. Nous, signataires de cette contribution, appelons les communistes en accord avec cette base initiale à rejoindre notre collectif en vue d'enrichir ce texte et de le mettre largement en débat dans le parti, afin que le congrès se saisisse pleinement des enjeux qu'il soulève. Les modalités concrètes en seront discutées collectivement.

29 premiers signataires (dans l'ordre alphabétique) :

Jean-Pierre Basset (26) - Sandra Blaise (88) - Frédéric Boccara (92) - Nadia Boyer (84) - Gisèle Cailloux (92) - Jean-Louis Cailloux (92) - Julien Cantegreil (65) - Jean-Louis Corvaisier (37) - Jean Chambon (69) - Alain Dallest (13) - Viviane Debarges (26) - Thalia Denape (75) - Thierry Doulaud (91) - Jonathan Dubrulle (75) - Denis Durand (75) - Jean-Louis Durand (86) - Jean-Marc Durand (26) - Claude Fainzang (75) - Pascal Gabay (75) - Stéphanie Gwizdak (92) - Paul Huttl (83) - Nicole Grenier Merico (26) - Jean-Paul Krief (07) - William Mathevet (83) - Maryse Montangon (33) - Aurélien Quintana (18) – Frédéric Rauch (47) - Evelyne Ternant (25) - Evelyne Van Der Heym (93)

Contact : pcf.agit.reflechit@laposte.net